2019

21

Développement durable, disparités régionales et internationales

Neuchâtel 2019

Travailler en ville

City Statistics

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Domaine «Développement durable, disparités régionales et internationales»

Publications actuelles sur des thèmes apparentés

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, veuillez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).

La qualité de vie dans les villes. Statistique de poche 2018,
Neuchâtel 2018, 40 pages, gratuit, numéro OFS: 1332-1800

Vivre en ville: une comparaison des principales villes-centres et de leurs ceintures d'agglomération,
Neuchâtel 2017, 8 pages, gratuit, numéro OFS: 1157-1700

Domaine «Développement durable, disparités régionales et internationales» sur Internet

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 21 – Développement durable

Statistique de la Suisse

Travailler en ville

City Statistics

Rédaction OFS, villes partenaires
Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2019

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Barbara Jeanneret, OFS, tél. 058 463 62 91

Rédaction, OFS: Lucas Meylan, OFS; Barbara Jeanneret, OFS

Rédaction, villes: Lukas Mohler, Martina Schriber, Statistisches Amt Basel-Stadt;
Walter Eichhorn, Statistik Stadt Bern;
Ivan De Carlo, Office statistique du canton de Genève (OCSTAT);
Alessandro Dozio, Office d'appui économique et statistique (OAES) de Lausanne;
Khanh Hung Duong, LUSTAT Statistik Luzern;
Giorgio Maric, Città di Lugano;
Nicole Wellinger, Lutz Benson, Fachstelle für Statistik Kanton St.Gallen;
Rolf Schenker, Klemens Rosin, Statistik Stadt Zürich (SSZ)

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Langue du texte original: allemand, français, italien

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Mise en page: section DIAM, Prepress / Print

Graphiques: section DIAM, Prepress / Print

Cartes: section DIAM, ThemaKart

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2019
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 1157-1900

ISBN: 978-3-303-21042-0

Table des matières

Introduction 7

Travailler en ville 9

Plus d'un quart des emplois de la Suisse se concentrent dans les huit villes de City Statistics 9

Le secteur secondaire est deux fois plus important à Bâle que dans les autres villes 10

Deux fois plus d'emplois que de personnes actives dans les huit villes de City Statistics 10

Taux d'activité: fortes disparités entre les villes 12

Une répartition territoriale différenciée du travail à temps partiel 12

Le paradoxe des villes: densité d'emplois et taux de chômage supérieurs à la moyenne suisse 13

Des citadins bien formés 14

Deux fois plus de pendulaires entrants à Berne qu'à Lausanne 14

À Zurich sept personnes sur dix utilisent les transports publics pour se rendre au travail 15

Le regard des huit villes 17

Bâle
Un marché du travail trinational 18

Berne
Densité d'emploi la plus élevée de toutes les villes d'Europe 19

Genève
Forte proportion de travailleurs non résidants dans le canton de Genève 20

Lausanne
Santé, formation et recherche dans un espace multipolaire 21

Lucerne
Emplois et places de travail à Lucerne 22

Lugano
Évolution de l'emploi 23

Saint-Gall
Un centre régional dans le secteur des TIC 24

Zurich
Une ville longtemps industrielle 25

Introduction

Les villes fournissent une proportion élevée du nombre total d'emplois disponibles dans l'ensemble de l'économie. La concentration des emplois dans les villes s'observe depuis la révolution industrielle avec d'un côté l'expansion des centres industriels offrant de nombreuses opportunités d'emplois et de l'autre une diminution générale de la main-d'œuvre agricole. Cette concentration s'est poursuivie par la suite avec le développement des activités basées sur les services. En Suisse, 64% des emplois se concentrent dans les villes – au sens statistique[1] – alors que seulement 47% de la population y réside. Les emplois du secteur des services qui représentent au niveau national 76% des emplois totaux se concentrent quant à eux à 70% dans les villes.

Cette publication expose plusieurs aspects liés au travail dans les huit villes de City Statistics (Audit urbain) : Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Saint-Gall et Zurich. Le projet City Statistics a pour but de fournir des informations et des points de comparaison sur plusieurs aspects des conditions de vie dans les villes européennes, sous la forme de 200 indicateurs environ. Les analyses présentées ici s'appuient sur les données relevées dans le cadre de cette activité et portent sur les huit villes suisses de City Statistics et leurs agglomérations. Avec l'Office fédéral de la statistique (OFS), les huit villes ont participé activement à la rédaction de cette analyse. L'OFS a réalisé un survol général sur la thématique du travail en ville et les villes partenaires ont produit quant à elles des analyses basées sur leur expertise territoriale locale. Chaque ville partenaire a ainsi détaillé un aspect particulier de la thématique du travail à l'échelle de sa ville ou de son agglomération.

[1] pour plus d'informations sur la définition de la ville d'un point de vue statistique, voir OFS 2014, *L'espace à caractère urbain 2012, Rapport explicatif*

Travailler en ville

Plus d'un quart des emplois de la Suisse se concentrent dans les huit villes de City Statistics

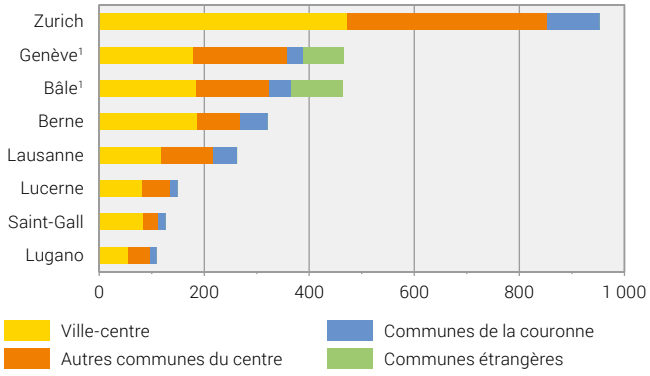
En 2017[1], les villes-centres (appelées également villes dans le texte) de City Statistics totalisent 1,4 million d'emplois (G 1), soit un peu plus du quart des emplois de Suisse (27%) et comptent 1,3 million d'habitants, ce qui représente 15% de la population résidante permanente suisse.

Le poids économique de l'ensemble de ces villes-centres est ainsi supérieur à leur poids démographique. En d'autres termes, le rapport moyen d'emploi par habitant est de 1,1 pour l'ensemble de ces villes alors que la moyenne suisse s'élève à 0,6 (T 1). Ce rapport est le plus élevé pour la ville de Berne avec 1,4 emploi par habitant.

En élargissant le périmètre d'analyse, on constate qu'un peu plus de 52% des emplois et 45% de la population de la Suisse se trouvent dans les huit agglomérations correspondantes (voir encadré Typologie territoriale page 11). L'agglomération de Zurich, la plus grande du pays avec près d'un million d'emplois et 1,4 million d'habitants, concentre à elle seule plus d'un tiers de la totalité des emplois et de la population des huit agglomérations. Les huit villes cumulent près de 50% des 2,8 millions d'emplois des 840 communes qui constituent leurs agglomérations (Genève et Bâle au niveau transfrontalier). D'une agglomération à l'autre, cette répartition varie toutefois. La ville de Genève comprend 46% des emplois se trouvant dans le périmètre de son agglomération nationale et 39% dans celui de son agglomération transfrontalière, tandis que deux tiers des emplois de l'agglomération de Saint-Gall se trouvent dans la ville-centre.

Emplois, en 2017

Nombre, en milliers (données provisoires) **G 1**



[1] communes étrangères: partie étrangère de l'agglomération transfrontalière; données de l'année de référence City Statistics 2016

Sources: OFS – STATENT; Office statistique Bâle-Ville; INSEE © OFS 2019

[1] Dans City Statistics, les données issues de la statistique de la population et des ménages (STATPOP), du Relevé structurel (RS) et de la statistique structurelle des entreprises (STATENT) pour une année de référence donnée sont celles relevées au 31 décembre ou en décembre de l'année précédente (selon les directives d'Eurostat).

Emplois et population, en 2017 **T 1**

	Emplois[1] totaux		Emplois[1] par habitant 2017	Population résidante permanente	
	2017	Évolution 2012–2017 %		2017	Évolution 2012–2017 %
Villes-centres					
Zurich	472 396	6,4	1,2	402 762	6,8
Berne	188 231	4,4	1,4	133 115	5,9
Bâle	185 126	3,6	1,1	171 017	4,0
Genève	180 100	4,4	0,9	198 979	5,7
Lausanne	119 114	5,8	0,9	137 810	6,5
Saint-Gall	83 369	9,1	1,1	75 481	2,7
Lucerne	81 681	5,7	1,0	81 592	4,5
Lugano	56 193	6,8	0,9	63 932	5,1
Total	**1 366 210**	**5,5**	**1,1**	**1 264 688**	**5,6**
Agglomérations					
Zurich	952 684	5,6	0,7	1 354 140	6,9
Berne	320 241	4,8	0,8	415 784	5,3
Bâle, national	366 090	4,0	0,7	545 326	4,1
Bâle, communes étrangères[2]	*98 765*	*3,7*	*0,3*	*304 901*	*2,1*
Genève, national	389 453	5,9	0,7	585 400	6,6
Genève, communes étrangères[2]	*76 740*	*2,0*	*0,2*	*311 547*	*4,9*
Lausanne	262 857	7,3	0,6	415 596	7,8
Saint-Gall	126 412	7,4	0,8	166 421	2,8
Lucerne	149 140	6,1	0,7	228 321	4,7
Lugano	109 077	9,5	0,7	151 708	6,1
Total (périmètre suisse)	**2 675 954**	**5,8**	**0,7**	**3 862 696**	**6,0**
Total Suisse	**5 120 335**	**5,1**	**0,6**	**8 419 550**	**5,8**

[1] 2017: données provisoires
[2] données de l'année de référence 2016; évolution de 2014 à 2016 (estimation)

Sources: OFS – STATENT, STATPOP; Office statistique Bâle-Ville; INSEE © OFS 2019

Entre 2012 et 2017, le nombre d'emplois de l'ensemble des huit villes a augmenté d'environ 6%. Cette augmentation varie entre 3,6% à Bâle et 9,1% à Saint-Gall. Seules les villes de Saint-Gall, Lugano et Lucerne ont vu leur nombre d'emplois augmenter plus rapidement que leur population pendant cette période.

Le secteur secondaire est deux fois plus important à Bâle que dans les autres villes

Les huit villes de City Statistics présentent une structure économique relativement différente de celle observée au niveau national (G 2). Avec 91% des emplois, le secteur tertiaire est particulièrement important dans ces villes au regard de la moyenne suisse qui se situe à 76%. Par contre, le secteur secondaire y occupe une place plus faible: la part des emplois dans ce secteur est de 8% sur l'ensemble des huit villes contre 21% au niveau suisse. Bâle est toutefois une exception avec une proportion de près de 20% des emplois dans le secteur secondaire. Le secteur primaire est logiquement presque absent dans les villes, alors qu'il constitue plus de 3% des emplois au niveau suisse.

Chacune des villes possède des caractéristiques propres découlant de son héritage industriel et des spécialisations régionales. Les proportions d'emplois dans le domaine *Administration publique et défense, enseignement, santé humaine et action sociale* sont les plus élevées à Berne, Lausanne et Lucerne. Une analyse plus fine montre que la branche de la santé et de l'action sociale propose le plus d'emplois dans ces villes. À Lausanne par exemple près d'un emploi sur quatre se trouve dans cette branche (un sur cinq à Lucerne, un sur six à Berne). En outre, Berne, de par son statut de capitale, concentre de nombreux offices fédéraux et, parmi les huit villes, affiche de loin la part d'emplois la plus élevée dans la branche *Administration publique et défense*.

La ville de Bâle en particulier, et celle de Saint-Gall dans une moindre mesure, présentent les parts d'emploi dans l'industrie manufacturière les plus importantes. Pour Bâle, la spécialisation de la ville dans l'industrie pharmaceutique explique en grande partie cette forte proportion. À Saint-Gall, la présence de l'industrie textile et de la métallurgie renforce l'importance de cette branche.

Les villes de Zurich, Lugano et Genève se différencient principalement par l'importance de leurs activités financières et d'assurance. Les établissements de grands groupes bancaires y génèrent notamment une part importante des emplois. Zurich présente également une proportion d'emplois dans le domaine *Information et communication* nettement plus élevée que les autres villes. Il faut aussi relever pour la ville de Genève le poids important du secteur public international (organisations internationales, missions permanentes, ambassades, consulats, etc.), qui n'est toutefois pas mesuré dans la statistique structurelle des entreprises (STATENT).

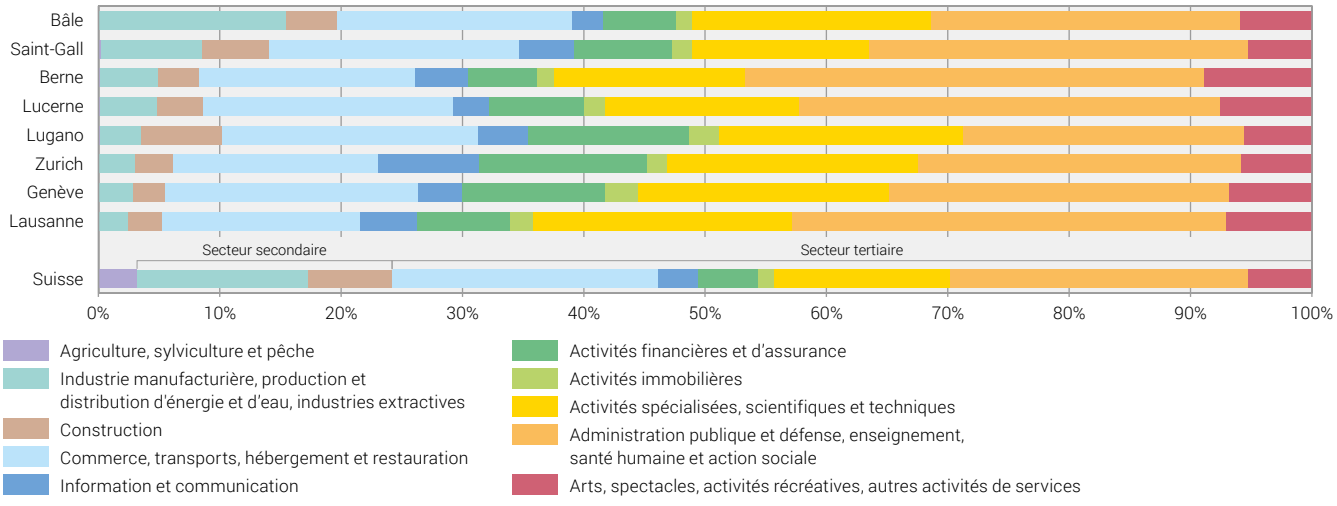
Deux fois plus d'emplois que de personnes actives dans les huit villes de City Statistics

Les villes-centres regroupent 15% de la population active[2] de Suisse, une part deux fois plus faible que celle des emplois. Au niveau des agglomérations, la part des personnes actives dans le total suisse passe à 45% soit un peu plus de 2,1 millions de personnes, et presque 2,5 millions si l'on considère les

Structure économique, en 2017

Distribution des emplois par catégories économiques (NOGA) dans les villes-centres (données provisoires)

G 2



Source: OFS – STATENT

© OFS 2019

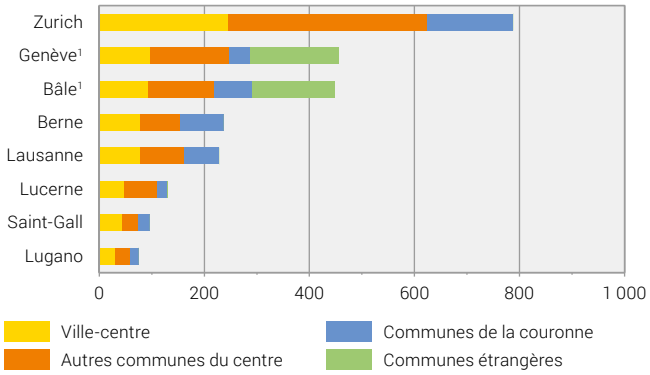
[2] Sont considérées comme actives les personnes actives occupées et les chômeurs (au sens du relevé structurel). Les personnes actives constituent l'offre de travail.

agglomérations de Genève et de Bâle dans leur périmètre transfrontalier. L'agglomération de Zurich comprend à elle seule un peu plus de 30% de ces 2,5 millions de personnes actives, celles de Genève et Bâle près de 20% chacune (G 3).

La répartition spatiale des emplois et celle de la population active au sein d'une même agglomération est bien évidemment différente. Comme mentionné plus haut, pour les huit agglomérations de cette étude, près de 50% en moyenne des emplois se trouvent dans les villes-centres alors que 30% de la population active y résident. Cette répartition s'inverse à mesure que l'on s'éloigne de la ville. Dans les autres communes-centres, la part des emplois y est de 35% en moyenne et celle de la population active résidante de 38%, et dans les communes des couronnes, la part des emplois s'abaisse à un peu plus de 10% alors que celle de la population active y est de 20%.

Population active, en 2018

Nombre de personnes actives, en milliers **G 3**



[1] communes étrangères: partie étrangère de l'agglomération transfrontalière; données de l'année de référence City Statistics 2016

Sources: OFS – RS; Office statistique Bâle-Ville; INSEE

© OFS 2019

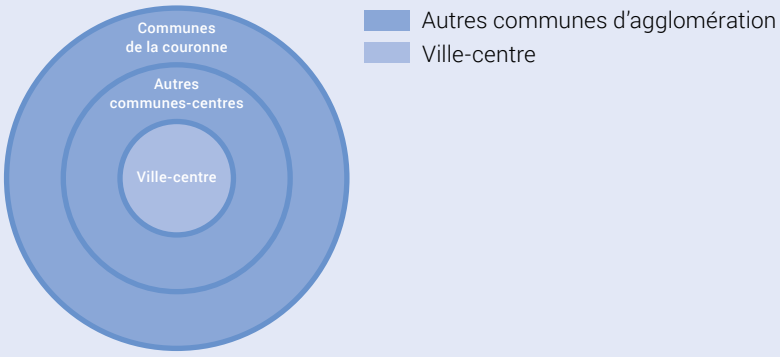
Typologies territoriales

Les niveaux géographiques utilisés dans cette publication proviennent de la définition de l'Espace à caractère urbain 2012 de l'OFS (voir également schéma ci-dessous):

1. *Ville-centre* – il s'agit de la commune principale (en terme de population mais également historiquement et fonctionnellement) de l'agglomération (soit la commune de Zurich pour l'agglomération de Zurich, la commune de Genève pour l'agglomération de Genève, etc.). Dans le texte le terme «Ville» est également utilisé pour définir ces communes.
2. *Autres communes-centres* – ce niveau regroupe les communes-centres d'agglomération (centre principal et secondaire) à l'exclusion de la ville-centre. Ces communes sont proches de la ville-centre et présentent une haute densité de population et d'emploi ainsi qu'une continuité d'habitats et d'infrastructures avec celle-ci (centre principal) ou constituent seules ou en groupe un centre présentant les mêmes caractéristiques lié au centre principal d'un point de vue fonctionnel (centre secondaire).
3. *Communes de la couronne* – ce niveau regroupe les communes restantes de l'agglomération. Ces communes présentent un fort taux de pendulaires vers les communes-centres.

Pour une partie des graphiques, les catégories 2 et 3 ci-dessus ont été regroupées sous la dénomination «Autres communes d'agglomération»: soit l'ensemble des communes de l'agglomération sans la ville-centre.
Pour Bâle et Genève, sauf mention contraire, c'est l'agglomération nationale qui est prise en compte. Lorsque l'agglomération transfrontalière est considérée la catégorie «Communes étrangères» est utilisée pour la partie étrangère de l'agglomération transfrontalière. Ces communes peuvent être des communes-centres ou des communes de la couronne.

Plus de détails:
www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Thèmes transversaux → Analyses territoriales → Niveaux géographiques



Cette différence de répartition est particulièrement marquée dans les agglomérations transfrontalières de Genève et Bâle. Ainsi, 37% (170 000) des personnes actives de l'agglomération genevoise résident dans la partie étrangère de l'agglomération alors qu'on n'y trouve que 16% des emplois. À Bâle, ce sont 35% (160 000) des personnes actives qui résident à l'étranger alors qu'on ne trouve que 21% des emplois sur cette partie du territoire de l'agglomération.

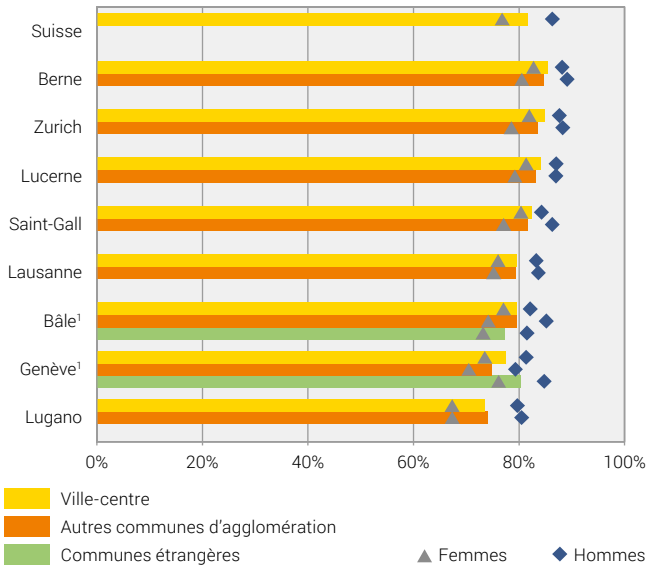
Lieu de référence
Dans les statistiques de l'emploi (G 1, G 2 et T 1), le lieu de référence est le lieu de travail. Dans les statistiques des pendulaires (G 9 à G 12) le lieu de référence est à la fois le lieu de travail et le lieu de résidence. Dans les autres statistiques présentées, le lieu de référence est le lieu de résidence.

Taux d'activité: fortes disparités entre les villes

La part de la population active de 15 à 64 ans dans la population résidante permanente du même groupe d'âges s'élève entre 73% et 85% dans les villes étudiées (G 4). Cette part est de 82% en moyenne suisse. Les villes de Berne, Zurich, Lucerne et Saint-Gall présentent une part supérieure à cette moyenne, les communes de Lausanne, Bâle, Genève et Lugano une part inférieure.

Les femmes ont un taux d'activité inférieur à celui des hommes, aussi bien à l'échelle nationale qu'à celle des agglomérations ou des villes sous revue. La situation n'est toutefois pas la même dans toutes les villes: à Lugano, la différence entre le taux d'activité des femmes (67%) et celui des hommes (80%) est d'un peu plus de 12 points, alors qu'elle n'est que de 4 points à Saint-Gall et de 5 points à Bâle et Berne. Cette dernière ville présente les taux d'activité les plus élevés des villes examinées avec un taux de 83% pour les femmes et 88% pour les hommes. L'écart entre le taux d'activité des femmes et des hommes est systématiquement plus important dans le reste de l'agglomération que dans la ville-centre.

Taux d'activité, en 2018
Part de la population de 15 à 64 ans qui participe au marché du travail — **G 4**



[1] communes étrangères: partie étrangère de l'agglomération transfrontalière; données de l'année de référence City Statistics 2016

Sources: OFS – RS; Office statistique Bâle-Ville; INSEE

© OFS 2019

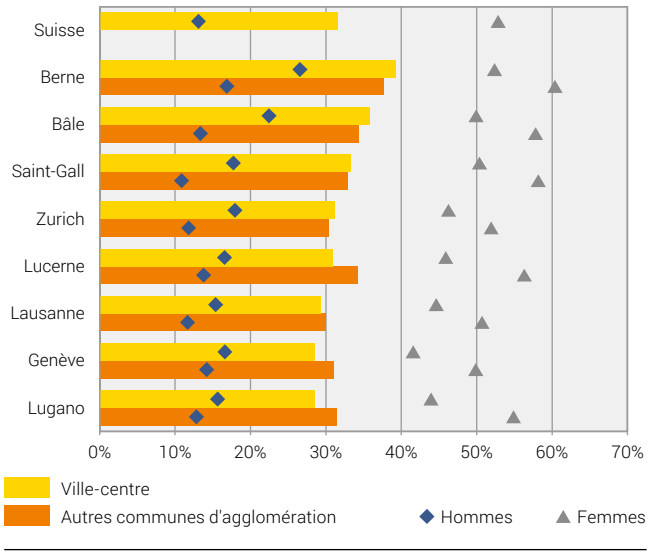
Une répartition territoriale différenciée du travail à temps partiel

La part de la population active occupée travaillant à temps partiel (ayant un taux d'occupation inférieur à 90%) est, en moyenne sur les huit villes considérées, proche de la valeur suisse de 32% (G 5). Cette part varie toutefois de manière nette selon les villes: de 29% dans les villes de Lugano, Genève et Lausanne, elle s'élève à 36% dans la ville de Bâle et même plus de 39% à Berne. Des écarts similaires sont constatés pour la population active occupée féminine ou masculine.

Quelle que soit la ville – ou l'agglomération – considérée, la part des personnes à temps partiel est nettement plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Ces disparités de genre sont toutefois plus faibles à l'intérieur des villes-centres que dans le reste des communes des agglomérations. La proportion de femmes à temps partiel est plus faible dans la ville-centre que dans le reste de l'agglomération alors que c'est l'inverse pour les hommes.

Travail à temps partiel, en 2018

Part des personnes actives occupées ayant un taux d'occupation < 90% **G5**



Source: OFS – RS © OFS 2019

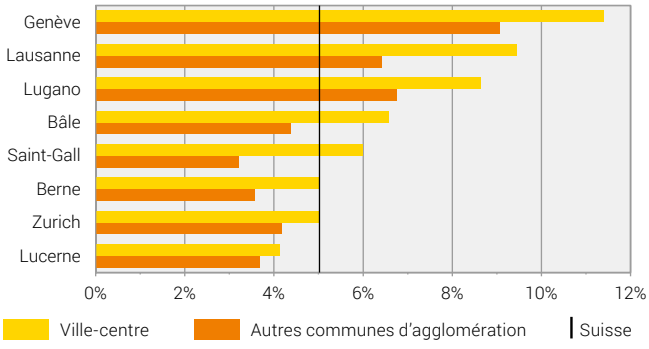
Le paradoxe des villes: densité d'emplois et taux de chômage supérieurs à la moyenne suisse

Les villes de City Statistics se caractérisent par une forte concentration d'emplois mais aussi par des taux de chômage (selon le relevé structurel (RS)[3]) souvent supérieurs à la moyenne suisse (G 6). En effet, parmi les huit villes considérées, seule Lucerne affiche, avec 4,1%, un taux de chômage significativement inférieur à la valeur moyenne suisse (5%) sur la période de 2014 à 2018. Si Zurich et Berne se caractérisent par des taux similaires à cette moyenne, les cinq villes restantes présentent toutes des taux de chômage supérieurs à 5%, et même de 9% à 11% pour les villes de Lugano, Lausanne et Genève.

Dans chacune des huit agglomérations, le taux de chômage est plus élevé dans la ville-centre que dans les autres communes de l'agglomération. Cette différence reste faible à Lucerne mais atteint presque un facteur deux à Saint-Gall.

Taux de chômage, 2014 – 2018

Nombre de chômeurs (selon le relevé structurel) par rapport à la population active (données cumulées) **G6**

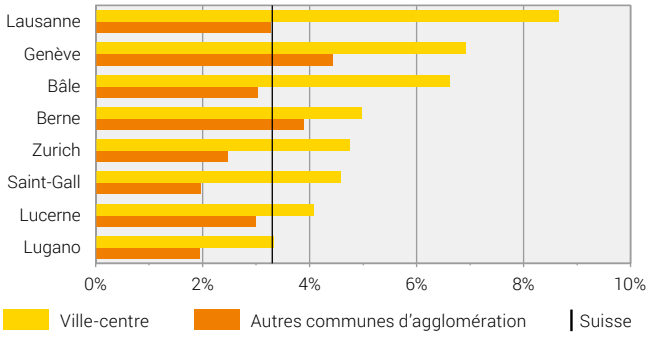


Source: OFS – RS © OFS 2019

Le taux d'aide sociale présente les mêmes caractéristiques (G 7). En 2017, il est supérieur à la valeur moyenne nationale (3,3%) dans chacune des villes-centres, sauf à Lugano. Les villes-centres ont des taux d'aide sociale supérieurs au reste des agglomérations. La ville de Lausanne présente par exemple un taux 2,6 fois plus élevé que les autres communes de son agglomération. Ces résultats doivent toutefois être considérés avec une certaine prudence en raison des différences entre les structures cantonales[4].

Taux d'aide sociale, en 2017

Part des personnes soutenues dans la population résidante permanente **G7**



Source: OFS – SHS © OFS 2019

[3] On utilise ici le taux de chômage selon le relevé structurel (RS). Le relevé structurel permet le respect de deux des trois critères principaux de la définition du chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT): ne pas être actif occupé au cours de la semaine de référence et rechercher un emploi activement durant les 4 semaines précédentes. Le 3e critère, celui de la disponibilité pour un travail, n'est par contre pas considéré.

[4] L'aide sociale (au sens strict) représente dans notre système de protection sociale un instrument de dernier recours. Chaque canton de Suisse dispose de sa propre palette de prestations sociales et d'une législation réglementant ces dernières, ce qui relativise quelque peu les disparités régionales parfois importantes observées pour le taux d'aide sociale.

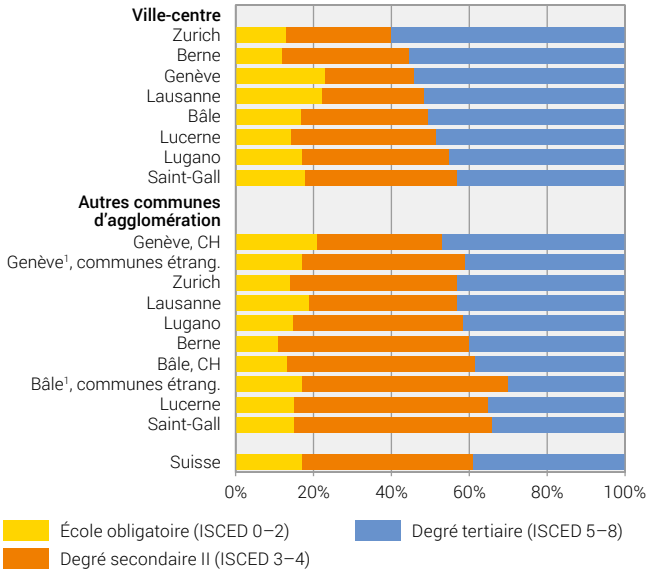
Des citadins bien formés

Le degré tertiaire (hautes écoles et formation professionnelle supérieure) est le niveau de formation le plus répandu dans les villes considérées. La part de la population résidante de 25 à 64 ans ayant achevé une formation de ce degré est en effet supérieure à la valeur moyenne nationale (39%) dans chacune des huit villes-centres de City Statistics; elle atteint même 60% à Zurich. Cette part est également systématiquement plus élevée dans ces villes-centres que dans les autres communes de l'agglomération (G 8). La forte proportion d'emplois du secteur tertiaire observée précédemment dans les villes explique au moins en partie cette concentration de personnes avec de hautes qualifications.

Niveau de formation de la population, en 2018

Population résidante permanente de 25 à 64 ans, selon la formation achevée la plus élevée

G 8



[1] communes étrangères: partie étrangère de l'agglomération transfrontalière; données de l'année de référence City Statistics 2016

Sources: OFS – RS; Office statistique Bâle-Ville; INSEE

© OFS 2019

Les villes de Genève et de Lausanne présentent également les proportions les plus élevées de personnes avec la scolarité obligatoire comme plus haute formation achevée (23% et 22%). Ces valeurs sont supérieures à la moyenne nationale (17%). Ce constat met en lumière une certaine polarisation dans ces deux villes, avec à la fois des proportions supérieures à la moyenne de personnes hautement qualifiées et de personnes peu formées.

Pour toutes les villes, la part de la population avec le degré secondaire II comme plus haut niveau de formation achevée est inférieure à la valeur moyenne suisse (44%).

Ces différences s'atténuent si l'on considère la population résidant sur le reste du territoire des huit agglomérations. Si le degré tertiaire reste le niveau de formation le plus répandu dans les agglomérations de Genève (dans son périmètre national uniquement) et de Lausanne, il arrive à part égale ou est dépassé par le degré secondaire II dans les autres agglomérations.

Deux fois plus de pendulaires entrants à Berne qu'à Lausanne

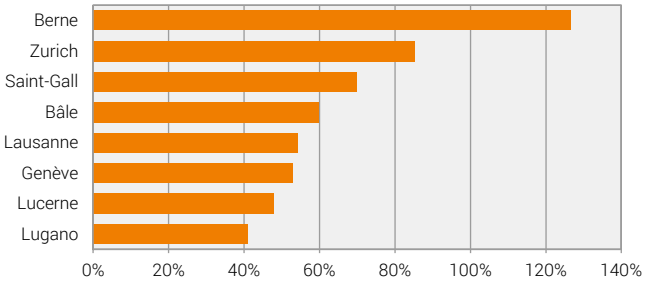
La différence de répartition spatiale entre les emplois et les personnes actives induit des déplacements professionnels. Sans surprise, le solde de pendulaires[5] de chacune des villes étudiées est positif (G 9). Cela veut dire qu'il y a plus de pendulaires qui entrent dans les villes-centres que de pendulaires qui en sortent pour des raisons professionnelles.

En général, plus la ville est grande en termes d'habitants, plus les flux de pendulaires entrants sont importants (G 10). La ville de Berne se démarque car elle présente un nombre de pendulaires entrants (110 000) similaire à celui observé pour Bâle et Genève en tenant compte des frontaliers étrangers, mais par contre un nombre d'habitants nettement inférieur à ces deux villes. Berne reçoit près de deux fois plus de pendulaires que la ville de Lausanne, qui abrite pourtant un nombre d'habitants équivalent.

Solde relatif de pendulaires, en 2018

Pendulaires entrants moins pendulaires sortants, en % du total des pendulaires résidant dans la ville-centre[1]

G 9



[1] Uniquement les pendulaires travaillant en Suisse et dont le trajet pour se rendre au travail est connu; sans les frontaliers en direction ou en provenance de l'étranger.

Source: OFS – RS

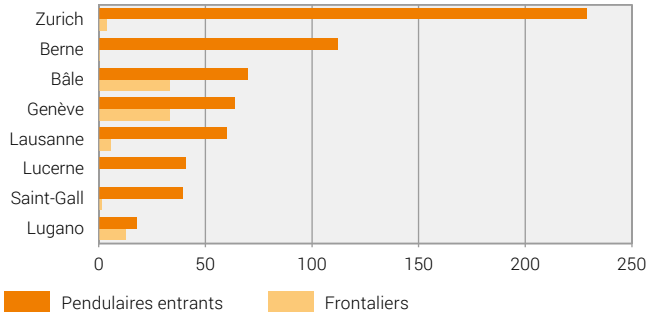
© OFS 2019

[5] Dans cette analyse on considère les pendulaires pour des raisons de travail, soit les personnes actives occupées de 15 ans et plus ayant un lieu de travail fixe hors de leur lieu d'habitation.

Genève, Bâle et Lugano présentent le plus grand nombre de frontaliers étrangers parmi les huit villes de City Statistics (G10). Ces derniers représentent un tiers des flux entrants à Bâle et Genève et plus de 40% à Lugano. Toutefois, la proximité avec la frontière nationale n'est pas le seul facteur d'attraction des frontaliers. En effet, la taille de la ville a également un rôle important : la ville de Zurich attire ainsi plus de frontaliers de nationalité étrangère que Saint-Gall, tout en étant plus éloignée d'un pays étranger.

Population active occupée entrant dans les villes-centres, en 2018

Pendulaires venant d'autres communes suisses et frontaliers de nationalité étrangère[1], en milliers — **G10**



[1] Uniquement les frontaliers de nationalité étrangère domiciliés à l'étranger et qui exercent en Suisse une activité rémunérée; données du 4e trimestre.

Sources: OFS – RS; STAF — © OFS 2019

À Zurich sept personnes sur dix utilisent les transports publics pour se rendre au travail

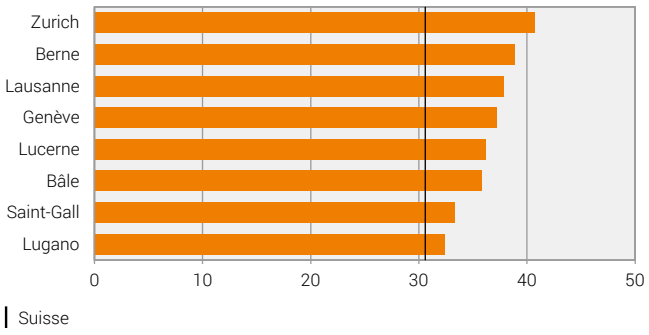
La durée moyenne du trajet entre le lieu de résidence et le lieu de travail de l'ensemble des pendulaires résidant en Suisse (entrants, sortants et internes) varie entre 32 minutes pour la ville de Lugano et 41 minutes pour celle de Zurich (G11). Les huit villes considérées présentent toutes un temps de trajet supérieur à la moyenne nationale qui est d'environ 30 minutes.

Ces pendulaires utilisent différents moyens de transport selon les villes de City Statistics (G12). Ainsi, si pour la ville de Lugano moins d'une personne sur trois utilise les transports publics pour ses déplacements professionnels, environ sept personnes sur dix le font pour la ville de Zurich. Les villes de Genève et Bâle présentent les parts de pendulaires utilisant la mobilité douce (déplacement à pied, à vélo, en trottinette, etc.) pour leur trajet domicile – travail les plus importantes. Une forte densité urbaine associée à une topographie peu marquée peut permettre de favoriser ce mode de déplacement.

Le choix du moyen de transport évolue fortement selon les types d'espace: dans le cas de la ville-centre, les transports publics représentent le principal moyen de transport utilisé pour toutes les villes considérées, à l'exception de Lugano. En revanche, pour le reste des communes de l'agglomération, il s'agit des transports individuels motorisés.

Durée du trajet domicile – travail, en 2018

Durée moyenne du trajet entre le domicile et le lieu de travail (un aller), pour la ville-centre, en minutes[1] — **G11**

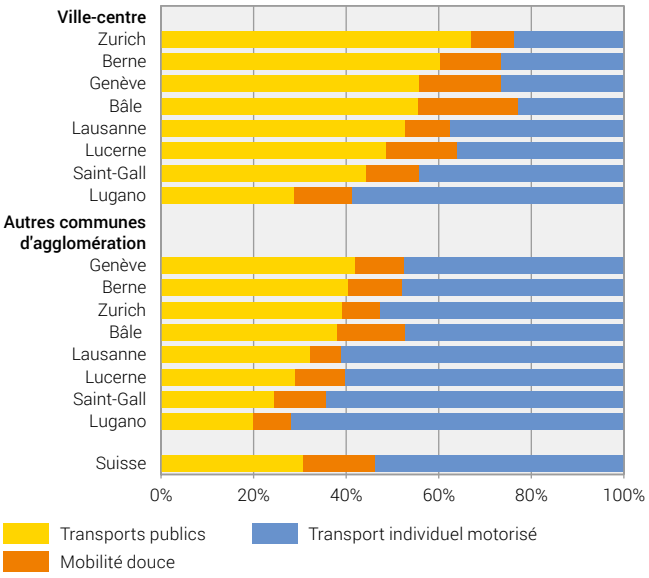


[1] Pendulaires entrants, sortants et internes; uniquement les pendulaires travaillant en Suisse et dont le trajet pour se rendre au travail est connu; sans les frontaliers en direction ou en provenance de l'étranger.

Source: OFS – RS — © OFS 2019

Choix du moyen de transport des pendulaires[1], en 2018

Moyen de transport principal pour le trajet domicile – travail — **G12**



[1] Pendulaires entrants, sortants et internes; uniquement les pendulaires travaillant en Suisse et dont le trajet pour se rendre au travail est connu; sans les frontaliers en direction ou en provenance de l'étranger.

Source: OFS – RS — © OFS 2019

Le regard des huit villes

Bâle

Un marché du travail trinational

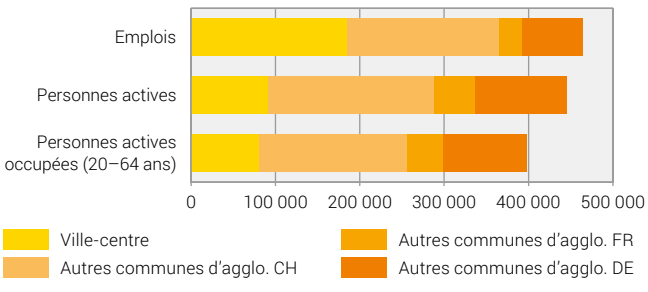
Une agglomération à cheval sur trois pays

L'agglomération bâloise, par sa situation géographique, par ses imbrications économiques et sociales, est une agglomération transfrontalière. Elle comprend 205 communes réparties sur trois pays: 107 communes suisses, 74 communes françaises et 24 communes allemandes. L'agglomération comptait environ 846 000 habitants en 2016, dont près des deux tiers (64%) vivaient en Suisse, un quart en Allemagne (25%) et le reste en France (11%). La population de l'agglomération a augmenté de 1,8% entre 2014 et 2016. Bâle est la troisième ville de Suisse par sa population. Zurich (1,3 million d'habitants) est nettement plus peuplée. Genève (ville transfrontalière de 891 000 habitants) a une population d'env. 5% plus grande que Bâle.

Emplois et personnes actives

En 2016, l'agglomération transfrontalière bâloise comptait 464 000 emplois, dont environ 79% sur le territoire suisse (185 000 emplois dans la ville-centre de Bâle, 180 000 dans les autres communes de l'agglomération). Les communes allemandes comptaient 72 000 emplois (15%), les communes françaises 27 000 (6%). De 2014 à 2016, le nombre d'emplois a augmenté de 2,2% dans l'ensemble de l'agglomération. La croissance a été la plus forte dans la partie allemande (+4,8%), la plus modérée dans la partie française (+0,9%). Le nombre d'emplois est un peu plus élevé dans l'agglomération bâloise qu'à Genève (461 000 emplois).

Indicateurs du marché du travail dans l'agglomération trinationale de Bâle, en 2016



Sources: OFS – STATENT, RS; Office statistique Bâle-Ville; INSEE © OFS 2019

L'agglomération bâloise comptait, en 2016, 445 000 personnes actives. Contrairement aux emplois, qui sont recensés au lieu de travail, les personnes actives sont recensées à leur lieu de domicile: 65% sont domiciliées en Suisse, 24% en Allemagne, 11% en France. Le taux d'activité standardisé (part des personnes actives dans la population de 15 ans et plus) est de 62,7% dans l'agglomération. Elle est la plus élevée dans la ville-centre de Bâle (63,8%), la plus faible dans la partie allemande de l'agglomération (61,6%).

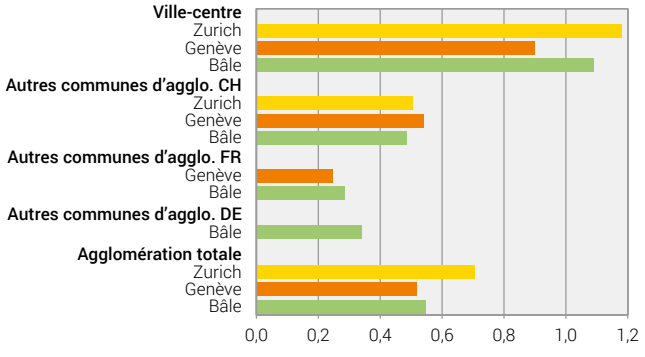
Le taux d'actifs occupés atteint 78,4% dans l'ensemble de l'agglomération, qui compte 398 000 personnes actives occupées de 20 à 64 ans. Le taux d'actifs occupés varie entre 80,7% (dans la partie allemande) et 73,6% (dans la partie française de l'agglomération).

Concentration de l'emploi

La concentration de l'emploi peut se mesurer d'après le nombre d'emplois par habitant. Notre graphique montre qu'elle est élevée surtout dans les villes-centres. Bâle (1,09) et Zurich (1,18) comptent plus d'une personne active occupée pour un habitant. Le ratio est un peu plus faible à Genève (0,90). Dans la partie suisse de ces trois agglomérations (sans la ville-centre), le ratio emplois/habitants est compris entre 0,49 et 0,54. Il est deux fois moins élevé dans la partie française des agglomérations bâloise (0,28) et genevoise (0,25). Le ratio est de 0,34 dans la partie allemande de l'agglomération bâloise. Si l'on considère l'ensemble de l'agglomération, la concentration de l'emploi est plus élevée à Zurich (0,71) qu'à Bâle (0,55) et à Genève (0,52).

Densité d'emplois dans les agglomérations de Bâle, Genève et Zurich, en 2016

Nombre d'emplois par habitant selon le type d'espace



Sources: OFS – STATENT, STATPOP; Office statistique Bâle-Ville; INSEE © OFS 2019

Berne

Densité d'emploi la plus élevée de toutes les villes d'Europe

La ville de Berne compte 1,4 personne active occupée pour un habitant. Cette densité de l'emploi n'est atteinte dans aucune autre ville d'Europe. La ville de Zurich occupe le second rang avec une densité de 1,2.

Les 867 villes d'Europe pour lesquelles *City Statistics* publie des chiffres sur l'emploi ont été prises en compte. Ces villes comptent en moyenne 218 300 habitants et 108 400 emplois. La ville de Berne est au-dessus de la moyenne pour ce qui est des emplois (184 900 emplois) et au-dessous de la moyenne pour la population (131 600 habitants).

Parmi ces villes, 553 comptent plus de 100 000 habitants. Le graphique concerne les vingt villes les plus densément peuplées et toutes les villes suisses pour lesquelles *City Statistics* fournit des données (pour les villes de moins de 100 000 habitants, le rang n'a pas été défini).

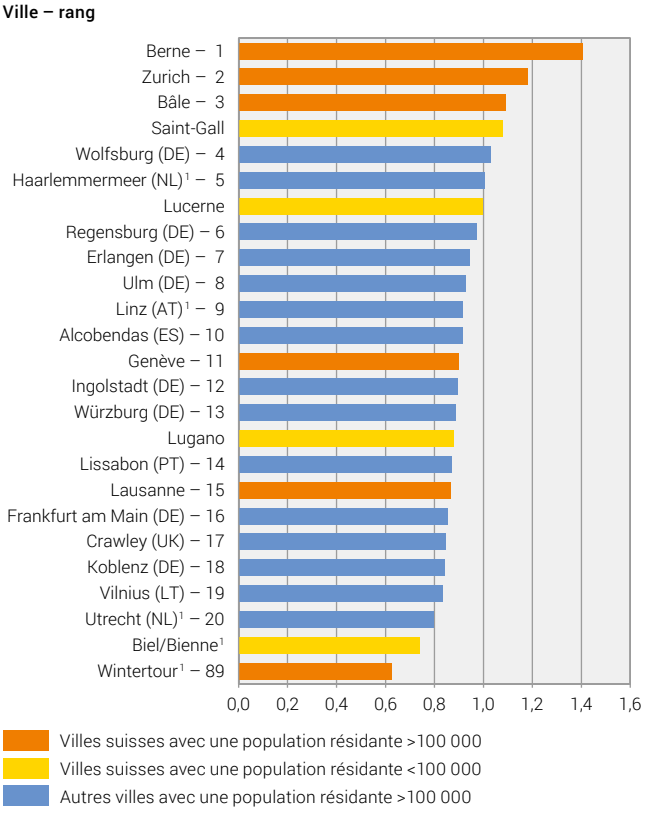
La première ville étrangère n'apparaît qu'au quatrième rang du classement. Parmi les villes qui ont les densités d'emploi les plus élevées, on trouve, à côté des villes suisses, surtout des villes allemandes. Cinq seulement des 553 villes considérées ont plus d'emplois que d'habitants.

Ces données montrent que les villes remplissent à des degrés divers leurs fonctions de lieu de travail et de lieu d'habitation. Les villes diffèrent par leurs structures, par leurs atouts et par les défis auxquels elles sont confrontées. Il importe de considérer les villes et les zones urbaines en tenant compte de leurs fonctions dans le contexte d'un territoire.

Les villes suivantes de plus de 100 000 habitants n'ont pas été prises en considération car la base de données (https://ec.europa.eu/eurostat/web/cities/data/database, état mars 2019) n'indique pas leur nombre d'emplois: Belfast, Bratislava, Košice, Luxembourg et toutes les villes de la République Tchèque, de Roumanie et de Turquie. Pour Londres, on a considéré le total des 33 arrondissements.

Densité d'emplois dans une sélection de villes européennes, en 2016

Nombre d'emplois par habitant



[1] données de l'année de référence 2014

Source: EUROSTAT – City Statistics

© OFS 2019

Genève

Forte proportion de travailleurs non résidants dans le canton de Genève

Presque 100 000 personnes viennent travailler dans le canton de Genève depuis la France…

À fin 2014[1], parmi les 184 700 personnes habitant en France et exerçant leur activité professionnelle en Suisse, 98 400 travaillent dans le canton de Genève. La grande majorité (96%) résident dans les départements français de la Haute-Savoie (70 700) ou de l'Ain (23 900) et, plus particulièrement, dans les communes françaises de l'agglomération transfrontalière de Genève (76 200). La ville de Genève, qui groupe 52% des emplois du canton, polarise à elle seule 71% des déplacements vers le canton depuis la France. Loin derrière, la deuxième commune de destination au sein du canton est celle de Meyrin (8% des déplacements et 8% des emplois), où est notamment implanté l'aéroport de Genève. Quelque 120 communes françaises, dont 106 situées dans l'agglomération transfrontalière de Genève, voient partir quotidiennement au moins un quart de leurs actifs occupés vers le canton de Genève.

Parmi les personnes qui résident en France et travaillent dans le canton de Genève, les frontaliers représentent la plus grande part: 82 500 en 2018; les fonctionnaires internationaux sont, quant à eux, au nombre de 10 000. Enfin, en 2014, date des derniers chiffres disponibles, environ 15 000 Suisses et binationaux vivaient en France et travaillaient dans le canton.

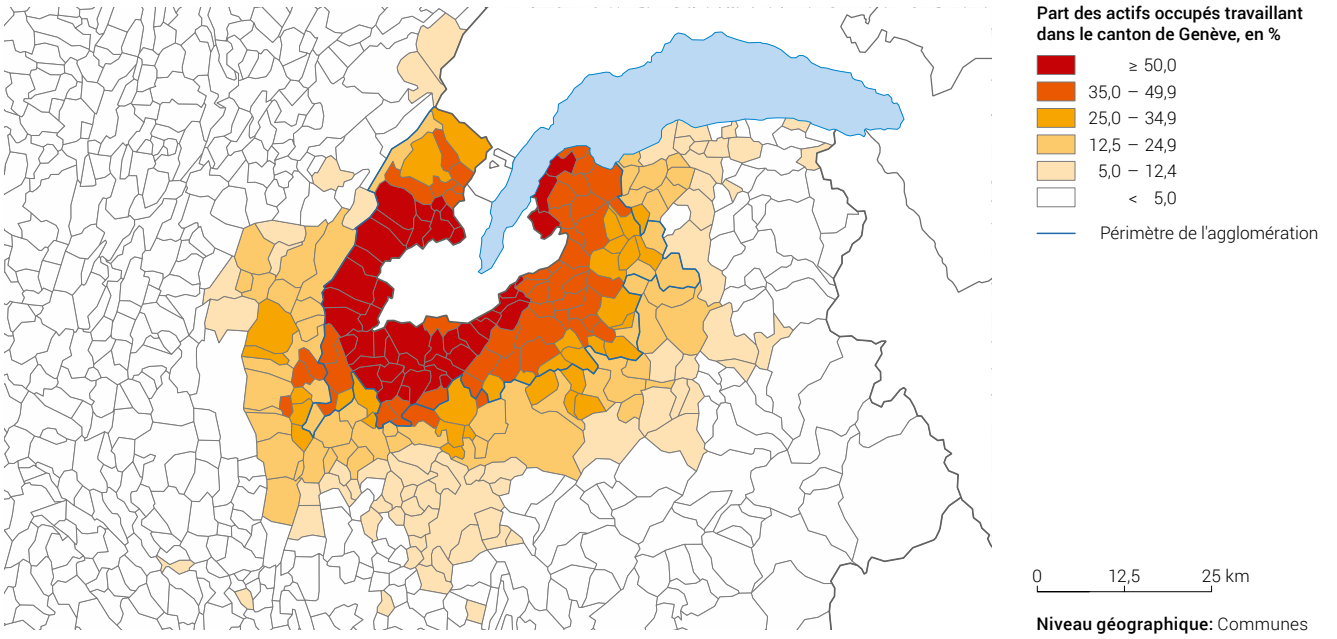
… et quelque 30 000 depuis un autre canton

Fin 2017, 28 600 actifs occupés domiciliés dans un autre canton suisse viennent travailler dans le canton de Genève. Neuf sur dix résident dans le canton de Vaud (24 900), et plus particulièrement dans le district de Nyon (14 400). À cela s'ajoutent 2000 fonctionnaires internationaux et une partie, non quantifiable, de personnes travaillant au sein des missions permanentes et des consulats.

La voiture est le moyen de déplacement transfrontalier le plus utilisé

En 2014, pour les personnes résidant en France, la voiture est largement le moyen de transport le plus utilisé (80%), suivent les transports en commun (13%) et les deux-roues motorisés (7%). Durant la période 2013–2017, les personnes résidant dans un autre canton suisse utilisent principalement le train (53%) ou la voiture (42%) pour venir travailler dans le canton de Genève.

Part d'actifs occupés travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2014



Sources: IGN-Insee 2019– Recensement de la population; Observatoire statistique transfrontalier

© OFS 2019

[1] année la plus récente pour les données françaises

Lausanne

Santé, formation et recherche dans un espace multipolaire

L'emploi à Lausanne est fortement spécialisé dans la branche de la santé. Portée par le pôle hospitalier universitaire et par les cliniques du secteur privé, elle représente 15% de l'emploi. En incluant les activités médico-sociales, la part dépasse 20% et marque un écart de quelque 6 points par rapport à la moyenne des villes sous revue (voir graphique). Depuis 2005, à Lausanne, la croissance de cette branche a frôlé 60%. Les emplois lausannois supplémentaires ont représenté 15% de la variation totale des villes City Statistics.

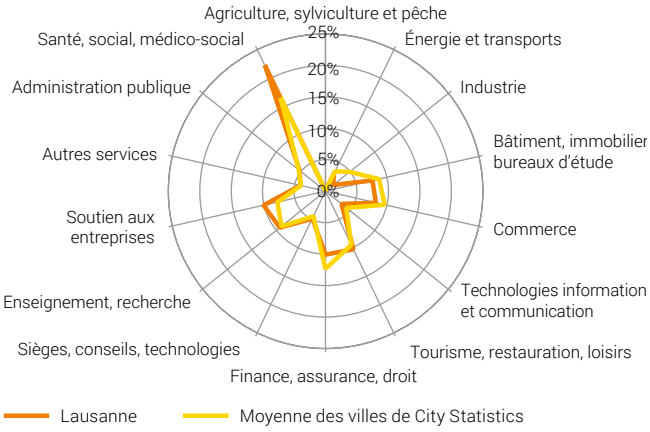
À la déclivité importante du sol lausannois s'ajoute une articulation particulière du territoire. Le centre historique concentre deux tiers du commerce de détail, de la restauration ainsi que des services financiers, juridiques et aux entreprises. Les rives du lac accueillent d'importantes activités touristiques et les quartiers généraux de sociétés internationales d'envergure. La gare CFF, premier point de rupture de charge de la ville situé à mi-chemin entre le centre et le lac, est le moteur d'un développement considérable. Enfin, le pôle hospitalier, plus au nord, est le premier employeur de la ville et génère un nombre élevé de déplacements.

Le rapport entre emplois et habitants est plutôt faible à Lausanne (T 1). L'Université et l'École polytechnique fédérale, deux employeurs d'importance cruciale, sont en effet situés sur deux communes limitrophes. Leur localisation détermine une forte polarisation de l'espace régional pesant sur l'emploi en ville (voir carte).

La structure multipolaire de l'aire urbaine conditionne les modalités d'accès au travail et l'importance des transports publics. Le développement des infrastructures, notamment la transformation de la gare CFF (projet Léman 2030), la liaison vers le nord-ouest (projet métro m3) et vers l'ouest lausannois (projet tram t1), structurera la mutation urbanistique en cours et augmentera l'attractivité de la ville pour la localisation de l'emploi.

Profil économique de la ville de Lausanne, en 2017

Répartition des emplois selon les branches (données provisoires)

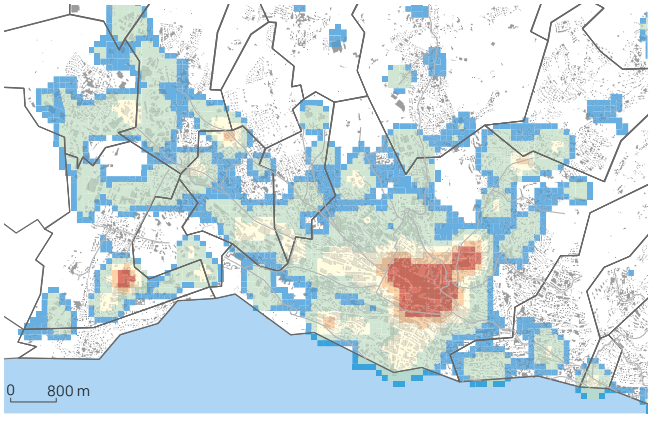


Source: OFS – STATENT

© OFS 2019

Densité d'emplois de la ville de Lausanne et environs, en 2017[1]

Résolution: hectare



[1] Données provisoires

Sources: OFS – STATENT; Ville de Lausanne OAES

© OFS 2019

Lucerne

Emplois et places de travail à Lucerne

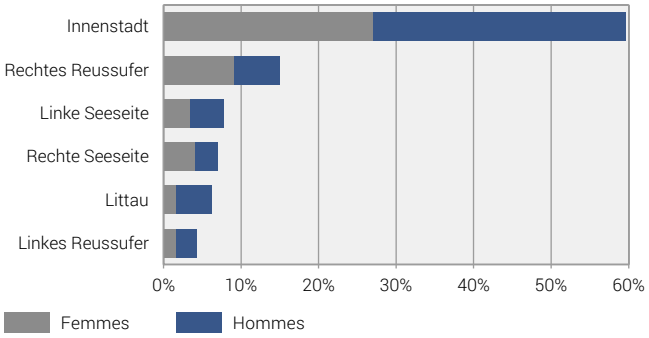
En 2017, la ville de Lucerne comptait 81 700 emplois, correspondant à 60 000 équivalents plein temps (EPT). Environ neuf emplois sur dix appartenaient au secteur tertiaire, dont l'importance n'a fait qu'augmenter au cours des cinq dernières années (+7,9%), alors que dans le même temps les emplois du secteur industriel de la ville ont reculé (–13,6%). Le nombre total d'emplois a progressé d'environ 4400 entre 2012 et 2017 (+5,7%). 87% de cette croissance s'est faite dans le secteur privé, 13% dans le secteur public. 52,1% des emplois sont occupés par des femmes. La part des hommes reste cependant prédominante en termes d'EPT (52,9%), car les femmes travaillent plus souvent que les hommes à temps partiel.

L'emploi et la densité de l'emploi varient considérablement d'un arrondissement à l'autre. En termes d'EPT, les arrondissements *Innenstadt* et *Rechtes Reussufer* – qui correspondent au centre-ville – sont ceux qui comptent le plus d'emplois. Près des trois quarts des emplois s'y concentrent (74,6%). Le quartier *Kantonsspital/Ibach* – où le principal employeur est l'hôpital cantonal – est celui où la densité de l'emploi est la plus élevée (7,9 EPT par habitant). La densité de l'emploi est élevée également dans les quartiers suivants de l'*Innenstadt*: *Hirschmatt/Kleinstadt* (4,5 EPT par hab.), *Altstadt/Wey* (3,4 EPT par hab.) et *Unterlachen/Tribschen* (2,1 EPT par hab.).

En 2017, les arrondissements où l'emploi a le plus progressé par rapport à l'année précédente sont *Rechtes Reussufer* (+460 EPT) et *Linke Seeseite* (+230 EPT). L'emploi a diminué (–140 EPT) dans l'*Innenstadt* – qui est l'arrondissement qui compte le plus d'emplois. À noter que l'*Innenstadt* comprend le quartier d'*Unterlachen/Tribschen*, qui a enregistré les plus fortes pertes d'emplois de 2016 à 2017 (–470 EPT).

Emploi dans la ville de Lucerne, en 2017

Répartition des emplois (en équivalents plein-temps, données provisoires) selon les arrondissements et le sexe



Source: OFS – STATENT

© OFS 2019

Lugano

Évolution de l'emploi

Les statistiques de la Ville de Lugano font apparaître une tendance nettement positive en ce qui concerne le nombre total de personnes actives occupées. Cette tendance vaut pour la ville de Lugano comme pour toute son agglomération et pour le Tessin en général.

Les débats politiques et économiques, dans le canton du Tessin, n'en tournent pas moins systématiquement autour de la problématique de l'emploi. Au centre des discussions : les travailleurs frontaliers italiens et les rapports avec la péninsule voisine.

La croissance économique, mesurée en termes de «PIB nominal par tête», est étroitement liée à l'augmentation du travail frontalier. Une étude récente (BAK Basel, 2018) montre que 60% environ de la progression de l'emploi au Tessin est soutenue par une augmentation de la main d'œuvre provenant de l'étranger. Cette dynamique ne diffère pas beaucoup de ce qu'on observe dans d'autres villes qui reçoivent beaucoup de pendulaires issus d'autres cantons.

L'emploi dans la Ville de Lugano, en équivalents plein temps, manifeste de 2006 à 2017 une forte tendance à la hausse. Son taux de croissance annuel moyen est de 2%.

La croissance économique n'est donc que partiellement liée à la hausse de la productivité. Ce fait, qui s'observe aussi dans le reste du pays et dans presque tout l'OCDE, soulève le problème de la formation *(«life long learning»)* et de l'innovation, qui sont l'une et l'autre au cœur des réflexions sur l'avenir du travail dans le contexte urbain.

Les nouvelles formes de travail déstandardisées constituent un défi important pour la statistique de la ville. Le service statistique de la Ville de Lugano a développé, par exemple, une étude sur l'interprétation statistique des formes modernes de précarité et de pauvreté, qui vont souvent de pair avec des activités économiquement productives mais peu rémunérées.

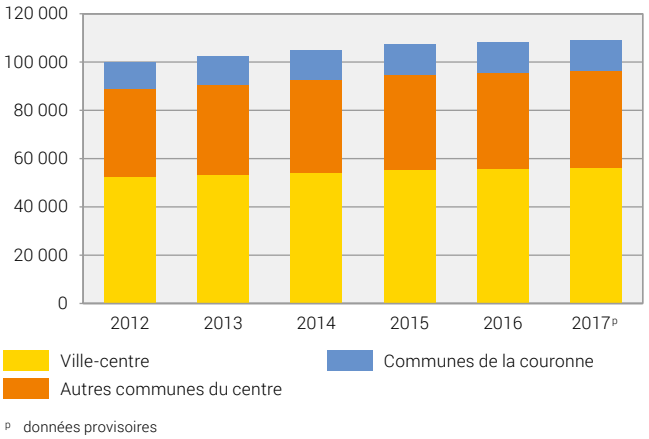
Une des priorités, en matière de recherches et de monitorage, concernera certainement les retombées d'AlpTransit sur l'avenir de la région de Lugano, avec une attention particulière aux mouvements des entreprises et à leurs choix d'implantation, en particulier en ce qui concerne l'emploi, tant au plan quantitatif que qualitatif (compétences recherchées, recettes fiscales).

Grâce à la réduction du temps de parcours entre Lugano et Zurich, mais aussi grâce aux progrès de la mobilité entre Milan et Lugano, ces trois villes verront leur accessibilité s'améliorer. Cette évolution est certainement très favorable pour les entreprises, pour les échanges de savoir (recherche, développement, innovation, start-ups), pour le tourisme et pour le logement.

Les développements importants liés à la nouvelle Faculté de médecine et à ses implications dans le secteur de la R-D en biomedtech auront certainement des effets favorables, en termes qualitatifs, sur notre marché de l'emploi.

Emploi dans l'agglomération de Lugano

Nombre d'emplois selon le type d'espace



p données provisoires

Source: OFS – STATENT

© OFS 2019

Saint-Gall

Un centre régional dans le secteur des TIC

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ne cessent de se développer depuis plusieurs dizaines d'années. Ce secteur d'activité, qui continuera à croître dans les années à venir, génère une part considérable des emplois dans la ville de Saint-Gall. Ce secteur comprend – selon la définition ici retenue – les prestations de services informatiques (développement de logiciels, assistance informatique, traitement de données, etc.). Ainsi définies, les technologies de l'information et de la communication forment un cluster regroupant un grand nombre d'entreprises le long d'une chaîne de valeur ajouté de haute technologie. On considère généralement que les entreprises qui font partie d'un tel cluster peuvent, grâce à un réseau développé de relations avec leurs fournisseurs et leurs clients dans la région, mais aussi avec leurs concurrents, contribuer ensemble à leur développement économique.

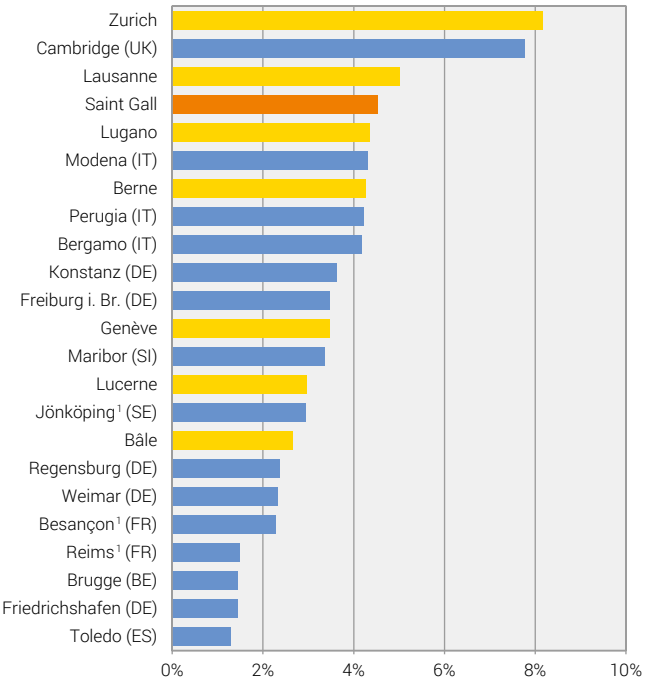
Les entreprises IT de Saint-Gall l'ont bien compris; elles sont associées depuis 2013 avec la Ville de Saint-Gall dans le cadre de l'initiative *«IT St.Gallen rockt !»*. Cette initiative est soutenue par le canton, qui a investi 75 millions de francs pour promouvoir la formation dans les technologies de l'information et de la communication dans les écoles et jusqu'au niveau des hautes écoles.

En 2016, le secteur TIC représentait environ 4,5% des emplois dans la ville de Saint-Gall, qui occupe à cet égard le quatrième rang en Suisse. Saint-Gall se situe derrière Zurich (8,2%) et Lausanne (5%) qui, grâce à leurs écoles polytechniques, comptent traditionnellement beaucoup d'emplois dans le secteur des TIC. Au plan européen, Saint-Gall n'est devancée que par Cambridge (7,8%), qui est le centre du *«Silicon Fen»*, important cluster d'entreprises de l'informatique et de l'électronique en Angleterre. La part des emplois du secteur TIC est trois fois plus élevée dans la ville de Saint-Gall que dans les villes d'Europe les moins bien placées: Friedrichshafen (1,4%) et Tolède (1,3%).

Outre les huit villes suisses associées au projet *City Statistics*, on a choisi pour comparaison quinze villes européennes de moins de 250 000 habitants qui sont, comme Saint-Gall, des centres régionaux jouissant d'une certaine renommée.

Emplois dans le secteur TIC dans une sélection de villes européennes, en 2016

Part des services du secteur TIC dans les emplois totaux



[1] valeurs de Reims et Besançon 2015, Jönköping 2017

Sources: OFS – STATENT; EUROSTAT – City Statistics

© OFS 2019

Zurich

Une ville longtemps industrielle

Zurich était, au début du XIX[e] siècle déjà, le canton le plus industrialisé de Suisse. Les fabriques, essentiellement des filatures de coton, plus tard des ateliers de tissage, s'y sont développées très tôt, tirant parti d'une topographie favorable, de l'abondance des capitaux et d'une longue tradition de travail à domicile.

Les premiers ateliers ont vu le jour dans les quartiers proches de la gare centrale dans les limites actuelles de la ville-centre. À mesure que le réseau ferroviaire s'étoffait, l'industrie s'est propagée le long de la Limmat, vers la commune d'Aussersihl, futur quartier industriel de la ville.

Escher Wyss, première grande manufacture

La maison Escher Wyss, première filature de coton de la ville, est fondée en 1805 aux portes de la vieille ville. Elle réoriente bientôt ses activités pour devenir la plus grande fabrique de machines de Suisse. En 1855, elle emploie plus de 1100 ouvriers. En 1889, son directeur décide d'abandonner le site initial et de construire une nouvelle usine plus bas sur la Limmat, dans le quartier de Hard. Ainsi est apparue près de l'actuelle place Escher-Wyss, sur 15 000 mètres carrés, une manufacture modèle, reliée au réseau ferré, qui tirait son énergie d'une usine électrique située près de Bremgarten.

Vers l'époque du premier agrandissement de la ville (*Eingemeindung* de 1893), on voit apparaître les grandes zones industrielles zurichoises, non loin des lignes de chemin de fer et des quartiers ouvriers : Hard, Binz, Oerlikon, Manegg – partout où des friches industrielles ont été récemment converties en quartiers d'habitation. Un paysage industriel diversifié s'est alors développé dans les quartiers extérieurs de la ville, centrés sur l'industrie des machines (y compris l'industrie automobile), l'industrie textile (teintureries), l'industrie du papier et la production alimentaire.

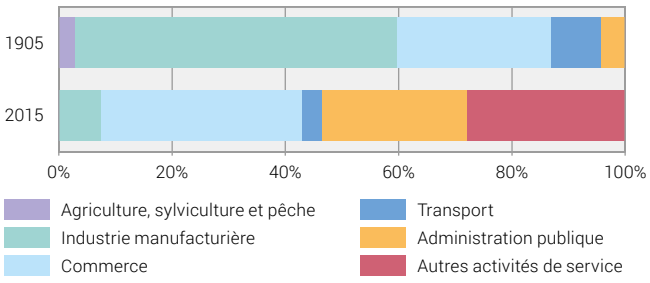
Le nombre d'emplois dans l'industrie est passé de 20 000 en 1888 à 34 000 en 1900, puis à 47 000 en 1910. Le premier recensement des entreprises montre que, en 1905, près de 60% de la main d'œuvre zurichoise travaillaient dans l'industrie – aujourd'hui 7%.

Développement de l'industrie au XX[e] siècle

Zurich est restée une ville industrielle jusque dans les années 1960. Les emplois du secteur des banques et des assurances, du commerce et de la gastronomie se sont certes multipliés au centre-ville, mais le nombre d'emplois industriels a augmenté au même rythme jusqu'en 1960. Le maximum a été atteint en 1965 avec 125 000 emplois industriels. Aujourd'hui, la ville compte encore 30 000 emplois dans le secteur secondaire, contre presque 430 000 dans le secteur tertiaire.

Répartition des branches dans la ville de Zurich

Part des emplois selon les branches économiques (NOGA)



Sources: OFS – RE, STATENT

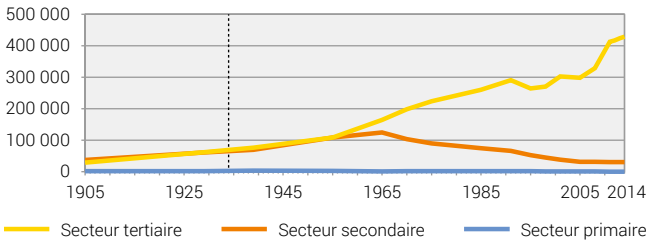
© OFS 2019

Réaffectation des quartiers industriels

Avec le recul de l'emploi industriel, l'espace que les usines occupaient a diminué. Depuis la fin des années 1990, on voit apparaître sur les anciens sites industriels des zones d'habitation, par exemple les quartiers de Zürich-West, Neu-Oerlikon, Leutschenbach, Binz, Manegg. Dans la plupart de ces quartiers, il ne reste que quelques témoins muets des bruyants complexes industriels d'autrefois.

Emploi dans la ville de Zurich

Nombre d'emplois selon le secteur économique



Remarque: à partir de 1934, limites communales actuelles

Sources: OFS – RE, STATENT

© OFS 2019

City Statistics: remarques générales et méthodologiques
«City Statistics (Audit urbain)» décrit les conditions de vie dans les villes européennes à l'aide d'une palette de variables. Depuis 2009, la Suisse fait partie du projet et publie des données sur les agglomérations, les villes-centres et les quartiers. Le projet City Statistics est réalisé sous la direction de l'OFS et en collaboration avec l'Office fédéral du développement territorial (ARE), le Secrétariat d'État à l'économie (seco) et les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Saint-Gall et Zurich.

De plus amples informations sont disponibles sur: www.urbanaudit.ch

Données de base
Dans City Statistics, les données issues de la statistique de la population et des ménages (STATPOP), du Relevé structurel (RS) et de la statistique structurelle des entreprises (STATENT) pour une année de référence donnée sont celles relevées en décembre ou au 31 décembre de l'année précédente (selon les directives d'Eurostat). Les données de la STATENT sont provisoires.

Pour les données tirées du Relevé structurel (RS), il faut considérer qu'il s'agit d'une enquête par sondage avec des intervalles de confiance. Pour des questions de lisibilité, ceux-ci ne sont pas présentés ici mais consultables (ainsi que les données) sur le portail de l'OFS. www.urbanaudit.ch → Données.

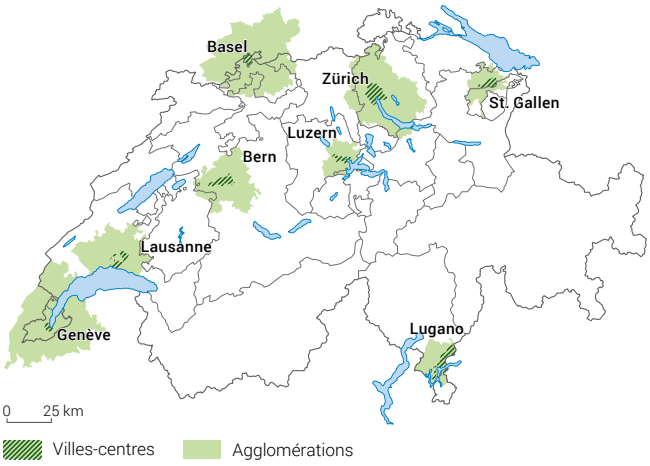
Données européennes
Les données européennes proviennent de la base de données City Statistics d'Eurostat.

État des données
Les données les plus récentes ont été utilisées, c'est-à-dire celles disponibles au moment de terminer la rédaction de cette publication fin avril.

City Statistics transfrontalier
En accord avec Eurostat, un City Statistics transfrontalier est réalisé en Suisse pour les agglomérations de Genève et de Bâle, avec la collaboration active de l'office statistique du canton de Genève et de l'office statistique du canton de Bâle-Ville, ainsi que de l'Institut national de la statistique et des études économiques de France (INSEE) et de l'office statistique du Land de Bade-Wurtemberg.

Partenaires de City Statistics:
- Office fédéral du développement territorial (ARE)
- Secrétariat d'État à l'économie (SECO)
- Statistik Stadt Zürich (SSZ)
- Office statistique du canton de Genève (OCSTAT)
- Service d'urbanisme de la Ville de Genève
- Statistisches Amt des Kantons Basel-Stadt
- Office d'appui économique et statistique (OAES), Lausanne
- Statistik Stadt Bern
- LUSTAT Statistik Luzern
- Fachstelle für Statistik des Kantons St.Gallen
- Stadt St.Gallen
- Città di Lugano

Les huit villes de City Statistics en Suisse



Source: OFS – Définition des agglomérations 2012, City Statistics 2019

© OFS 2019

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise plusieurs moyens et canaux pour diffuser ses informations statistiques par thème.

Les domaines statistiques

00 Bases statistiques et généralités
01 Population
02 Espace et environnement
03 Travail et rémunération
04 Économie nationale
05 Prix
06 Industrie et services
07 Agriculture et sylviculture
08 Énergie
09 Construction et logement
10 Tourisme
11 Mobilité et transports
12 Monnaie, banques, assurances
13 Sécurité sociale
14 Santé
15 Éducation et science
16 Culture, médias, société de l'information, sport
17 Politique
18 Administration et finances publiques
19 Criminalité et droit pénal
20 Situation économique et sociale de la population
21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Les principales publications générales

L'Annuaire statistique de la Suisse

L'Annuaire statistique de la Suisse de l'OFS constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il englobe les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Le Mémento statistique de la Suisse

Le mémento statistique résume de manière concise et attrayante les principaux chiffres de l'année. Cette publication gratuite de 52 pages au format A6/5 est disponible en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais).

Le site Internet de l'OFS: www.statistique.ch

Le portail «Statistique suisse» est un outil moderne et attrayant vous permettant d'accéder aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

La banque de données des publications pour des informations détaillées

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, vous pouvez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).
www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?

Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.
www.news-stat.admin.ch

STAT-TAB: la banque de données statistiques interactive

La banque de données statistiques interactive vous permet d'accéder simplement aux résultats statistiques dont vous avez besoin et de les télécharger dans différents formats.
www.stattab.bfs.admin.ch

Statatlas Suisse: la banque de données régionale avec ses cartes interactives

L'atlas statistique de la Suisse, qui compte plus de 4500 cartes, est un outil moderne donnant une vue d'ensemble des thématiques régionales traitées en Suisse dans les différents domaines de la statistique publique.
www.statatlas-suisse.admin.ch

Pour plus d'informations

Centre d'information statistique
058 463 60 11, info@bfs.admin.ch

Les villes fournissent une proportion élevée du nombre total d'emplois disponibles dans l'ensemble de l'économie. Cette publication expose plusieurs aspects liés au travail dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Saint-Gall et Zurich. Les analyses présentées ici s'appuient sur les données relevées dans le cadre de City Statistics et portent sur les huit villes suisses de cette activité et leurs agglomérations. Avec l'Office fédéral de la statistique (OFS), ces villes ont participé activement à la rédaction de cette analyse. L'OFS a réalisé un survol général sur la thématique du travail en ville et les villes partenaires ont produit quant à elles des analyses basées sur leur expertise territoriale locale.

En ligne
www.statistique.ch

Imprimés
www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique
CH-2010 Neuchâtel
order@bfs.admin.ch
tél. 058 463 60 60

Numéro OFS
1157-1900

ISBN
978-3-303-21042-0

La statistique compte pour vous. www.la-statistique-compte.ch